

Arrêté préfectoral portant prescriptions

N° AP-2025-56-DREAL

Société SAS S.B.E.C (Société Boillot Exploitation Carrières)

Siège administratif :

SIRET : 92248477900017

La Grange Mathieu

25620 La Chevillote

Site d'exploitation :

Lieu-dit « Bois du Mont »

39350 Taxenne

LE PRÉFET DU JURA

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2515 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 autorisant la société SET Pernot à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur le territoire de la commune de Taxenne, au lieu-dit « Bois du Mont », ainsi qu'une installation de broyage-concassage-criblage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024 autorisant le changement d'exploitant de la carrière de Taxenne au profit de la société SAS S.B.E.C (Société Boillot Exploitation Carrières) .

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-65-DREAL du 19 décembre 2024 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de Taxenne ;

Vu l'avis du service biodiversité eau patrimoine de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté en date du 14 mai 2025 ;

Vu la présence d'espèces protégées sur le site et de leur site de nidification (Hibou Grand-Duc) ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel le 9 septembre 2025 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet ;

Considérant qu'une espèce protégée de Hibou Grand-Duc est présente sur le site de la carrière en période de reproduction ;

Considérant qu'il convient de renforcer les mesures de protection existantes afin de permettre la reproduction de l'espèce et d'éviter tout dérangement en phase de nidification ;

Considérant que les travaux d'extraction peuvent perturber les espèces protégées présentes ;

Considérant que les aires de nidification identifiées au sein de la carrière ne doivent pas être détruites et que les travaux d'extraction ne doivent pas perturber la tranquillité des spécimens en période de nidification (01/01 au 31/07) ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Identification

L'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023, n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024 et n° AP-2024-65-DREAL du 19 décembre 2024, autorisant la société SBEC SAS, dont le siège social est situé 3, La Grange Mathieu 25 620 La Chevillotte, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur le territoire de la commune de Taxenne, au lieu-dit « Bois du Mont », ainsi qu'une installation de broyage-concassage-criblage est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Dispositions particulières relatives à la présence du Hibou Grand-duc d'Europe

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024, susvisé :

L'exploitant met en place les mesures suivantes permettant de réduire l'impact sur les espèces protégées et sur leurs habitats :

Mesures d'évitement

→ ME1 : entre le 01/01 et le 31/07 (période de nidification), évitement des fronts de taille sur une distance de 50 mètres de distance autour du nid.

→ ME2 : les aires de nidification identifiées dans l'annexe 1 (aires de nidification principale et aire de nidification complémentaires) ne doivent pas être détruites.

Mesures de réduction

→ MR1 : entre le 01/01 et le 31/07 (période de nidification), réalisation des travaux d'extraction en dehors de la zone de quiétude des 50 mètres définis à l'annexe 1.

En cas d'installation de l'aire en dehors des aires de nidification principale et complémentaire définies à l'annexe 1, les travaux doivent être éloignés d'au moins 50 mètres du nid.

→ MR2 : entre le 01/08 et le 31/12, les travaux d'extraction peuvent être réalisés sur toute l'emprise de la carrière sans restriction relative à la présence du Grand Duc d'Europe.

→ MR3 : porter une attention à la présence potentielle de poussins de Grand Duc d'Europe, aux capacités de vol limitées, qui pourraient se retrouver sur le carreau de la carrière entre le 01/03 et le 01/08, afin d'éviter tout risque d'écrasement.

Mesures de suivi

- MS1 : suivi de la population de Grand Duc d'Europe :

La population de Grand Duc d'Europe fait l'objet d'un suivi en 2025, 2027, 2029, puis tous les 5 ans pendant la période d'exploitation de la carrière.

Pour ce qui est du suivi de la nidification et du contrôle de la bonne installation du couple au bon endroit chaque année, 4 passages sur site sont nécessaires :

- mi-février : vérification de la présence du couple sur la carrière et évaluation des premières intentions d'installation pour déterminer le site de nidification choisi ;

- mi-avril : confirmation du site de nidification choisi ;

- juin : évaluation du succès de reproduction et détermination de l'âge des poussins afin de pouvoir préciser la période critique où les jeunes commenceront à quitter l'aire et possiblement se trouver sur le carreau de la carrière ;

- fin-juillet : confirmation de la bonne émancipation des jeunes pour la date de reprise possible des tirs au 31/07.

Les dates sont données à titre indicatif, car en fonction de la précocité de l'entrée en nidification du couple elles peuvent varier de plusieurs semaines. L'écologue chargé du suivi peut proposer des adaptations aux dates ci-dessus énoncées.

La remise en état doit tenir compte la présence du Grand Duc d'Europe pour préserver son habitat.

Article 3 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Taxenne dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS S.B.E.C.

Article 4 -

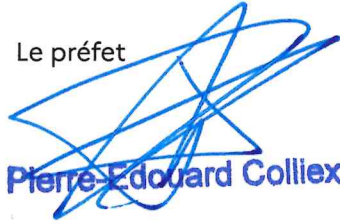
La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Taxenne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au maire de la commune de Taxenne ;
- au sous-préfet de Dole ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Besançon (département « biodiversité » du service « biodiversité, eau, patrimoine ») ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de

Bourgogne-Franche-Comté, à Lons-le-Saunier (unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).

Fait à Lons-le-Saunier, le 29 SEP. 2025

Le préfet



Pierre-Edouard Colliex

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1

